

# En France, le régionalisme ne menace pas la République

## Les cas breton et corse diffèrent des cas écossais et catalan

**Xavier Crettiez**

Professeur de science politique à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, université de Versailles Saint-Quentin

**L**e 18 septembre se joue l'avenir institutionnel, territorial et imaginaire du Royaume-Uni. L'Écosse, pour la troisième fois de son histoire récente, va renégocier son statut (après les votes de 1979 et 1997), mais cette fois-ci de façon radicale, la question posée portant sur l'accès à une totale indépendance. L'acte d'union de 1707, qui a fait des *Scotsmen* l'un des quatre peuples britanniques, pourrait avoir vécu. Les îles Britanniques changeraient dès lors de visage, offrant à l'Europe un nouveau faciès, d'autant plus troublant que cette métamorphose pourrait en appeler d'autres.

Quelques semaines plus tard, bien plus au sud, la Catalogne prévoit d'organiser, en toute illégalité constitutionnelle, un référendum d'accès à l'indépendance qui, si on en juge par les manifestations monstrues de Barcelone, pourrait fort bien aboutir. L'Espagne, tiraillée depuis la fin de l'unitarisme franquiste par des poussées régionalistes parfois violentes, menacerait d'implorer. Et, n'en doutons pas, un tel bouleversement des frontières internes de l'Europe aurait des conséquences en domino. Dans les deux grandes nations concernées tout d'abord : les communautés autonomes les plus avancées d'Espagne – la Galice et le Pays basque – ne tarderaient pas, sous l'efficace « monitoring » de leurs puissants partis nationalistes, à réclamer semblable reconnaissance. Au Royaume-Uni, les Gallois ne seraient pas en reste, là aussi animés par un parti régionaliste solidement implanté. Et bien sûr, la très délicate question nord-irlandaise pourrait refaire surface, si tant est qu'elle fût réglée.

Mais la « *nostalgie des petites différences* », pour reprendre le cruel mot de Karl Marx évoquant les régionalismes naissants, déborde la façade ouest de l'Europe. Le fragile consensus belge serait en première ligne et l'activisme des partis nationalistes flamands trouverait dans les modèles écossais et catalans un nouveau dynamisme. Effet en chaîne, le régionalisme wallon pourrait chercher un rattachement à la France, modifiant les frontières de la vieille Europe.

Quid en Italie des Lombards, des Sardes, de la minorité hongroise en Slovaquie et bien d'autres ? Une fiction, dira-t-on dans un pays, la France, où le régionalisme distrait, amuse ou parfois agace, mais sans jamais vraiment effrayer, tant notre histoire, notre Constitution et plus profondément notre imaginaire collectif rendent impensable une scission du territoire national, fût-il insulaire !

Cette actualité, perçue comme exotique à Paris quand elle semble dramatique à Londres ou Madrid, est d'abord une belle leçon de démocratie. Non seulement parce que les peuples font leur l'exigence participative et réintroduisent enfin de la grande politique dans un débat sclérosé par l'économique ou l'anecdote. Mais, surtout, Catalans, Écossais ou Flamands représentent ces nationalismes modernes – et nantis – qui depuis toujours ont renoncé à la voie facile de la violence politique pour se faire entendre. Les cagoules et les bombes, si présentes en Corse, au Pays basque ou en Ulster, n'ont jamais eu droit de cité et c'est par la voie démocratique que le rêve indépendantiste pourrait advenir. Belle leçon à l'adresse des belliqueux !

Le sourire de Paris face aux craintes britanniques, revers du « *French bashing* » pratiqué outre-Manche, ne cache-t-il pas cependant une appréhension à l'heure où la principale ville de Corse est désormais dirigée par un nationaliste et où un régionalisme entrepreneurial se développe fortement au Pays basque nord ? En fait non.

Paris reste la capitale d'un pays assez unique par son organisation territoriale et sa culture jacobine. Le régionalisme n'est pas et n'a jamais été une menace ni même une source de préoccupation dans un État

unitaire, sûr de son centralisme et tellement différent de tous ses voisins frontaliers. Qu'on y songe : un État autonome (Espagne), deux États régionalistes ou fortement décentralisés (Italie et Royaume-Uni), trois États fédéraux (Allemagne, Suisse et Belgique)... Seule la France semble avoir réglé d'un trait de plume la question identitaire régionale.

Mais c'est surtout l'Histoire qui ancre dans les mentalités des perceptions opposées de leur identité. La force de la France est d'avoir réussi la nationalisation de son territoire. Les trois piliers de l'État régalien, l'armée, le fisc et l'école, ont fonctionné – de la fin de l'Ancien Régime à l'orée des années 1950 – comme de formidables machines uniformisatrices des « *mots et des choses* », aboutissant à cette « *commu-*

nauté imaginée » représentée par un Hexagone.

« *L'État fait la guerre mais la guerre fait l'État* », disait l'historien Charles Tilly. Elle a surtout fait la nation, obligeant lors des trois derniers grands conflits (1870, 1914, 1945) Basques, Bretons et Corses à se battre ensemble, sous l'ordre d'officiers parlant français, développant un même imaginaire de guerre, un même ennemi, un même idéal nationaliste. Des monuments aux morts aux papiers d'identité, des actes administratifs au réseau postal, des fêtes républicaines à une même langue parlée, tout renvoie en France à l'idée d'un seul et même peuple, d'une seule et même identité sans blessure ni tensions, du moins en ce qui concerne l'identité territoriale !

**Les trois piliers de l'État régalien, l'armée, le fisc et l'école, ont fonctionné – de la fin de l'Ancien Régime à l'orée des années 1950 – comme de formidables machines uniformisatrices « des mots et des choses »**

Amusons-nous à comparer sur une carte routière le réseau de transports en France avec celui développé en Allemagne ou en Espagne. L'architecture en étoile autour de Paris saute aux yeux et rappelle l'extraordinaire omnipotence symbolique de la capitale, siège de l'État et de la mémoire nationale.

S'il est possible pour un Bastiais de se dire corse et français, il est fréquent pour un Barcelonais de se dire uniquement catalan. C'est tout un univers mental qui diffère, alimenté depuis des décennies par des partis nationalistes gestionnaires, régulièrement au pouvoir à Glasgow, Barcelone ou Anvers, ou suffisamment puissants pour peser sur l'organisation des contenus scolaires ou sur les acteurs de la socialisation que sont les médias. Jamais la France, tout entière tournée vers les questions ouvrière et religieuse, ne sera bousculée par des partis régionalistes peu puissants et surtout eux-mêmes formatés par un imaginaire unificateur dont il leur est très difficile de s'affranchir.

Les questions écossaise, catalane ou flamande peuvent faire trembler l'Europe.

Elles sont le fait de régions riches, potentiellement viables et ayant acquis une véritable culture d'Etat. Leur nationalisme est inscrit dans les imaginaires populaires. Rien de tel en France. Bastia, Brest ou Biarritz demeureront encore longtemps des sites de villégiature français. ■

¶

**ALORS QUE L'ECOSSE**

se prononce, jeudi 18 septembre, sur son indépendance, le 11 septembre, une énorme manifestation a eu lieu à Barcelone pour célébrer la fête nationale de la Catalogne. Un référendum « sauvage », sans légalité constitutionnelle, sur l'indépendance de la Catalogne doit être organisé le 9 novembre.